

## La Grève féministe fête son nouveau stamm

**Militance** ► Après plusieurs années de recherche, la Grève féministe tient son local. Elle prend la crémaillère ce soir à Carouge, à l'occasion d'une Ste Valentine festive et féministe.

Fin des chronophages recherches de salles, du matériel en transhumance, du statut de sans toit: depuis fin 2023, le collectif de la Grève féministe a emménagé à Carouge, dans l'ancien bâtiment de l'Office des faillites, désormais géré par la coopérative Ressources Urbaines. «La fête de ce soir est là pour montrer que nous sommes bien présentes dans la vie militante. Et que nous sommes considérées comme un mouvement pérenne ancré dans la réalité genevoise», se réjouit Inès Forster Malka, militante du collectif.

C'est dès 2020 que le collectif a demandé au Grand Conseil et à la Ville de Genève l'attribution d'un local fé-

ministe. Car le besoin d'un lieu où se retrouver, débattre, voter mais aussi stocker du matériel s'est rapidement fait sentir: après l'organisation de la grève de 2019, le collectif est en effet resté bien actif à travers de nombreuses manifestations. Le canton n'est pas entré en matière, mais le Conseil municipal de la Ville de Genève a soutenu la démarche et la municipalité assure désormais la location du local.

Si la Grève souhaite présenter ce lieu au plus grand nombre, c'est aussi qu'elle entend l'ouvrir à des manifestations culturelles: «L'action militante passe par plusieurs canaux, observe Inès Forster Malka. S'informer est aussi politique.» Fin août dernier, dans le cadre d'Alternatiba, la Grève organisait ainsi une rencontre avec l'autrice Silvia Federici (notre édition du 4 septembre 2023), dans les locaux du Spoutnik.

Pour le collectif, entièrement bénévole, ce local s'inscrit dans la continuité du premier Centre femmes genevois, né dans les années 1970. «Contrairement aux associations réunies à la Collective, nous ne proposons pas de services, notre action est celle d'un groupe politique. C'est dans le militantisme du MLF et des mouvements féministes autonomes et inclusifs que nous nous reconnaissons.»

La soirée du 14 février débutera par un jeu de rôles où entraîner ses ripostes et punchlines féministes face aux agressions sexistes. Elle se poursuivra en musique avec les Tamboreras, DJ AWKA et DJ The Young MC. Le tout en mixité choisie (sans hommes cis) et ponctué d'un buffet canadien. **DOMINIQUE HARTMANN**

Dès 18h, 13 rue de la Marbrerie (1<sup>er</sup> étage), à Carouge

### TABLE RONDE

#### RÉSISTANCE À GLENCORE

Plusieurs représentants de peuples autochtones de Colombie (les Yukpa) et du Pérou (communautés d'Aija et Huarmey, Ancash) viendront raconter à Genève les impacts de la multinationale suisse Glencore sur leurs communautés. Le Collectif BreakFree Suisse, qui organise l'évènement, remplace leur lutte dans le contexte de «la violence coloniale qui perdure depuis plus de cinq cents ans» en Amérique latine. Aujourd'hui, les mines de Glencore grignotent leurs territoires et polluent des régions entières. **CKR**

Le jeudi 15 février, à 19h, au Silure (50c, avenue Jacques Grosselin). Apéro/soupe dès 18h30.

## Espaces de récupération fermés les jours fériés

**Déchets** ► Les Genevois-es ne pourront plus profiter d'un dimanche ou d'un jour férié pour se débarrasser de leurs déchets ménagers après les avoir triés. Faute de moyens suffisants, les trois espaces de récupération cantonaux (ESREC) seront fermés ces jours-là à partir du 1<sup>er</sup> mars.

Les ESREC sont financés par le fonds cantonal sur la gestion des déchets, approvisionné par la taxe prélevée sur l'incinération des ordures ménagères à l'usine des Cheneviers, a rappelé hier le Département du territoire. Or, depuis quelques années, le produit de cette taxe diminue car la quantité de déchets incinérés baisse.

En effet, des entreprises préfèrent acheminer leurs déchets ailleurs en Suisse, ce qui prive le canton de ressources financières mais aussi énergétiques, la chaleur produite par l'usine des Cheneviers étant utilisée pour chauffer des logements. Pendant devant le Tribunal fédéral, la nouvelle loi sur les déchets veut obliger les entreprises de plus de 250 employés à éliminer leurs déchets aux Cheneviers. **ATS**

Syndicats enseignants, étudiant-es et partis politiques participeront à la récolte de signatures contre le raccourcissement de la formation des professeur-es du primaire

# Large front référendaire avec les profs

MARIA PINEIRO

**Formation** ► «Tous attaqués, tous solidaires.» La phrase de Patrick Chappuis, du syndicat SSP enseignement, a parfaitement résumé le lancement du référendum contre le raccourcissement de la formation des enseignant-es du primaire de quatre à trois ans. La Société pédagogique genevoise (SPG), qui représente les instituteur-ices, ne sera pas seule à mener le combat contre la décision du Grand Conseil. Elle pourra compter sur le soutien des collègues du secondaire I et II ainsi que du Cartel intersyndical de la fonction publique, des partis de gauche et de l'Association des étudiant-es en formation en enseignement primaire.

«Former des enseignant-es généralistes et polyvalents en trois ans au lieu de quatre est irréaliste», a averti Francesca Marchesini, présidente de la SPG. Dans le reste des cantons romands, le cursus des Hautes Ecoles pédagogiques dure trois ans. Mais, sur Vaud et Fribourg, les formations sont différenciées selon que l'étudiant se destine au cycle élémentaire (1 à 4 P) ou moyen (5 à 8 P). Les autres cantons francophones proposent une formation permettant d'enseigner aux deux cycles. A Genève, le cursus universitaire en quatre ans permet de faire de même et les syndicats ne veulent pas que cela change. «Ce projet est irresponsable surtout au regard de l'introduction de l'école inclusive», a assuré le syndicaliste. La mobilité professionnelle que permet le diplôme actuel est cruciale, tant pour la SPG que pour les autres acteurs

### Expertise globale

La SPG estime que raccourcir la formation des pédagogues dégraderait la qualité de l'enseignement délivré. «Il est important d'avoir une expertise théorique et une réflexion sur l'ensemble du programme de l'école primaire», a fait valoir Francesca Marchesini. Pour la députée écologiste Marjorie de



Les oppositions à la réforme dénoncent une méconnaissance de la profession de la part de la droite. JPDS

Chastonay, cela permet d'appréhender davantage de matières et de situations comme «le numérique ou l'augmentation de la violence chez les tout-petits».

Les opposant-es soulignent que, «contrairement à ce que déclare la droite», la formation genevoise est très axée sur le terrain avec 40% de stages contre 25% en Valais et 18% sur Vaud. Raccourcir le cursus n'amènerait pas davantage de pratique, bien au contraire. Thérèse Thévenaz-Christen, du comité autonome des formateur-ices d'enseignant-es, a par ailleurs estimé qu'il faudrait pour cela réduire l'apport théorique en première année et donc prendre le risque que le titre ge-

nevois ne soit plus reconnu par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Condition sine qua non pour pouvoir exercer dans d'autres cantons.

### A contre-courant

David Rey, président du Syndicat des enseignant-es romand-es, a insisté sur le fait que la tendance en Suisse était au contraire au rallongement du cursus. «Nous militons pour un master (cinq ans, ndlr). Au niveau international, c'est la norme.» La décision genevoise irait donc à contre-courant, quand bien même, aux dires de la cheffe du Département de l'instruction publique genevois (DIP), les cantons

ne souhaitent pas d'un rallongement, qui coûterait plus cher.

Pour les opposant-es, si un certain nombre d'étudiant-es choisissent de se former dans le canton de Vaud, ce qui coûte à Genève, ce n'est pas parce que la formation est plus courte, mais parce que Genève, soumise à un numerus clausus, n'accepte pas suffisamment de postulant-es. Un comble, puisque la limitation des effectifs a été imposée par le DIP, rappelé Thérèse Thévenaz-Christen. L'Association des étudiant-es en formation en enseignement primaire ne se prononce pas sur le fond, mais soutiendra la récolte de signatures, afin que le débat puisse être mené, a précisé Eloïse Dias.

Pour les référendaires, cette réforme s'inscrit uniquement dans une visée budgétaire. «De pseudo-économies tellement destructrices», a assuré Jocelyne Haller, de Solidarités. Ils et elles ont dit craindre que cette réforme entraîne une baisse des salaires d'ici à quelques années au sein d'une profession très majoritairement féminine

### Méconnaissance, mépris et élitisme

Si d'autres ordres d'enseignement se sont mis au diapason, c'est qu'ils se sentent également menacés, comme l'a démontré la grève des enseignant-es du Cycle d'orientation la semaine dernière. Waël Almoman,

membre de l'Union, le syndicat du secondaire II, a considéré ces attaques comme du «mépris porté aux premières années d'école et de la méconnaissance technique du métier d'enseignant de la part des élus. Tout commence au primaire. C'est là que s'acquiert le goût de l'apprentissage». Olivier Baud, militant de l'Union populaire, a estimé que l'école primaire faisait face à «des attaques incessantes depuis des années».



«Ce projet est irresponsable surtout au regard de l'introduction de l'école inclusive»

Francesca Marchesini

Pour les partis de gauche, la droite élargie agit de manière totalement «décomplexée et joue aux apprentis sorciers», a estimé Jocelyne Haller. «Il s'agit d'une attaque des services publics pour une école plus élitiste qui fait fi des difficultés de certains», a renchéri la députée socialiste Caroline Marti. Surtout, a conclu Geneviève Preti, présidente du Cartel intersyndical, cette attaque s'inscrit dans un contexte bien particulier de refonte de la grille salariale de l'Etat. «C'est un sabotage général des prestations publiques!»

Les référendaires ont désormais jusqu'au 20 mars pour récolter quelque 5500 signatures. I